Un nÃ©erlando-palestinien intente un procÃ¨s Ã La Haye contre Benny Gantz pour crimes de guerre durant lâ??opÃ©ration de 2014 contre Gaza

Description

2 fÃ©vrier 2019 â?? Amira Hass

Dans la poursuite civile devant un tribunal de district nÃ©erlandais, le plaignant accuse lâ??ancien chef des Forces de DÃ©fense IsraÃ©liennes et le commandant des Forces aÃ©riennes dâ??avoir tuÃ© six membres de sa famille dans le bombardement de leur maison Ã Gaza.

Benny Gantz sera dÃ©jÃ membre de la Knesset, ou peut-Ãªtre ministre du gouvernement quand lui, ou quelquâ??un parlant en son nom, demandera au tribunal de La Haye de rejeter *la plainte civile dÃ©posÃ©e contre lui* pour lâ??assassinat de six rÃ©sidents de Gaza le 20 juillet 2014.

Le plaignant est IsmaÃ¯l Ziada, citoyen nÃ©erlandais nÃ© dans le camp de rÃ©fugiÃ©s dâ??Al Bureij Ã Gaza. Sa plainte contre Gantz, chef dâ??Ã?tat -major de lâ??armÃ©e pendant lâ??OpÃ©ration Bordure Protectrice, et contre *Amir Eshel*, commandant des Forces aÃ©riennes Ã cette Ã©poque, a Ã©tÃ© enregistrÃ©e en mars 2018. Il les tient pour responsables du bombardement de la maison de sa famille Ã Bureij et de la mort de sa mÃ¨re, de trois frÃ¨res et sÅ?urs, dâ??une belle-sÅ?ur et dâ??un neveu. Un invitÃ©, qui Ã©tait chez eux lors du raid aÃ©rien, a Ã©galement Ã©tÃ© tuÃ©.

Lâ??avocate de Ziada, Liesbeth Zegveld dâ??Amsterdam, a Ã©crit dans la plainte que, lorsque des civils sont tuÃ©s, lâ??armÃ©e israÃ©lienne mÃ¨ne une enquÃªte interne, que les procÃ©dures et la lÃ©gislation en IsraÃ«l refusent aux Palestiniens une possibilitÃ© impartiale de prÃ©tendre Ã une rÃ©paration civile dans les tribunaux israÃ©liens, et que les Accords dâ??Oslo interdisent aux Palestiniens de poursuivre les IsraÃ©liens devant les tribunaux palestiniens.

Dans ces circonstances, Ã©crit-elle, la loi nÃ©erlandaise permet Ã Ziada de dÃ©poser plainte devant un tribunal nÃ©erlandais. Dans la plainte, elle met en avant les circonstances historiques et politiques qui ont prÃ©cÃ©dÃ© lâ??OpÃ©ration Bordure Protectrice et souligne Ã plusieurs reprises que la Bande de Gaza est lâ??une des rÃ©gions les plus densÃ©ment peuplÃ©es du monde.

En juillet 2018, trois mois aprÃ¨s lâ??enregistrement de lâ??affaire et juste Ã la fin de la pÃ©riode autorisÃ©e pour soumettre leur rÃ©ponse, Gantz et Eshel ont engagÃ© lâ??avocate Cathalijne van der Plas, Ã©galement dâ??Amsterdam. Fin octobre cette annÃ©e lÃ , elle a invitÃ© le tribunal Ã rejeter la plainte sous prÃ©texte que le tribunal nÃ©erlandais nâ??avait pas la compÃ©tence Ã ce sujet, que le systÃ¨me judiciaire israÃ©lien est accessible aux Palestiniens et que, de toutes faÃ§ons, ces deux officiers jouissaient de lâ??immunitÃ© parce que ces dÃ©cÃ¨s Ã©taient survenus alors quâ??il accomplissaient leur devoir envers lâ??Ã?tat.

Zegveld a jusquâ??Ã la premiÃ¨re semaine de mars pour rÃ©pondre Ã leurs arguments, date Ã laquelle on devrait dÃ©cider dâ??un rendez-vous pour permettre aux parties de prÃ©senter leur point de vue devant le tribunal de district de La Haye. Lâ??audition ne devrait prendre quâ??une journÃ©e, a dit Zegveld Ã Haaretz. En principe, les accusÃ©s devraient se prÃ©senter et ne pas juste envoyer leurs avocats.

Lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l finance la dÃ©fense de Gantz et Eshel. Ziada et sa famille collectent des fonds pour payer leur reprÃ©sentation juridique.

Lâ??assassinat de la famille de Ziada a obtenu une large attention aprÃ¨s que Henk Zenoli, parent de lâ??Ã©pouse dâ??Ismail Ziada, ait renvoyÃ© en signe de protestation sa mÃ©daille de Juste parmi les Nations Ã Yad Vashem. Zenoli et sa mÃ¨re avaient sauvÃ© un enfant juif, Elhanan Pinto, pendant lâ??occupation nazie en Hollande. Zenoli lui-mÃªme Ã©tait nÃ© en 1923 et est mort en dÃ©cembre 2015.

Lâ??action en justice dâ??Ismail Ziada met en avant que tuer des civils en bombardant leur maison, sans se plier au principe de proportionnalitÃ© ou sans prendre les mesures de prÃ©caution pour attÃ©nuer le risque pour les civils, Ã©tait un des schÃ©mas de lâ??OpÃ©ration Bordure Protectrice, dÃ©cidÃ©s aux plus hauts niveaux. Par consÃ©quent, dâ??aprÃ¨s Zegveld, des crimes de guerre ont Ã©tÃ© commis qui ne font pas lâ??objet dâ??enquÃªte en IsraÃ«l.

Un enquÃªte de lâ??ONU a dÃ©couvert que 142 familles de Gaza ont perdu trois ou plus de leurs membres, les multiples morts de chaque famille survenant en une seule attaque. Au total, 742 personnes sont mortes dans ces attaques (sur les 2.220 morts palestiniennes). Les Ziada Ã©taient lâ??une de ces familles. Lâ??organisation de droits de lâ??Homme Bâ??Tselem a documentÃ© 70 de ces cas de bÃ¢timents rÃ©sidentiels quâ??IsraÃ«l a bombardÃ©s alors que leurs habitants Ã©taient Ã lâ??intÃ©rieur, dont neuf dans la seule journÃ©e du 20 juillet 2014 (oÃ¹ ne se trouvait pas la famille Ziada). Six cent six personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es dans ces 70 maisons, dont 70 pour cent nâ??avaient pas participÃ© aux combats, dâ??aprÃ¨s les recherches de lâ??organisation. Parmi elles, il y avait 13 bÃ©bÃ©s de moins dâ??un an, 80 petits enfants de moins de cinq ans, 129 enfants entre 5 et 14 ans, 42 personnes Ã¢gÃ©es de 16 Ã 18 ans, ainsi que 135 femmes de 18 Ã 60 ans et 37 hommes et femmes de plus de 60 ans. Cela ne veut pas dire que tous les autres, tous les hommes de 18 Ã 60 ans, Â« participaient au combat Â».

Parmi les sept personnes qui sont mortes dans le bombardement de la maison de Ziada, il y avait sa mÃ¨re Muftiya, 70 ans, sa belle-fille Bayan, 39 ans, et son petit-fils Shaban, 12 ans.

Pendant la campagne de lâ??OpÃ©ration Bordure Protectrice, les Forces de DÃ©fense IsraÃ©liennes ont mis en place un mÃ©canisme dâ??enquÃªte pour collecter des informations et faire des recherches sur des Â« incidents exceptionnels Â» dont on pensait quâ??ils ne comportaient pas de faute criminelle.

Selon le site internet de lâ??Avocat GÃ©nÃ©ral Militaire (MAG), le mÃ©canisme a collationnÃ© Â« des informations et du matÃ©riel pertinent et entreprend des enquÃªtes afin dâ??Ã©tablir les faits sur des incidents exceptionnels Â» afin que le MAG puisse dÃ©cider â?? câ??est ce quâ??il prÃ©tend â?? sâ??il doit ouvrir une enquÃªte criminelle et tirer des leÃ§ons pour lâ??avenir. Les morts de la famille Ziada faisaient partie des incidents sur lesquels enquÃªtait le mÃ©canisme. Le MAG a dÃ©cidÃ© de clore le dossier.

Les FDI disent quâ??elles ont attaquÃ© Ã Bureij Â« une structure utilisÃ©e en tant que centre actif de commandement et de contrÃ´le par lâ??organisation terroriste Hamas Â». Lâ??attaque Â« visait Ã neutraliser Ã la fois le centre de commandement et de contrÃ´le et les agents militaires qui lâ??arment et qui, selon les informations reÃ§ues en temps rÃ©el, Ã©taient impliquÃ©s dans les activitÃ©s terroristes qui menaÃ§aient les forces des FDI en action dans la zone.

Lâ??enquÃªte des FDI a aussi dÃ©couvert que Â« lâ??Ã©tendue du tort quâ??elles sâ??attendaient Ã voir subir par les civils Ã la suite de lâ??attaque ne serait pas excessive comparÃ©e Ã lâ??avantage militaire significatif attendu Â».

Lâ??armÃ©e a utilisÃ© Â« une munition prÃ©cise Â», dit le site du MAG, Â« de telle sorte quâ??elle permette dâ??atteindre lâ??objectif de la frappe, tout en limitant la possibilitÃ© de dommages collatÃ©raux sur les bÃ¢timents alentour Â».

MalgrÃ© un avertissement antÃ©rieur, elle a dÃ©cidÃ© dâ??attaquer parce que, selon les mots du MAG, cela aurait fait Ã©chouer lâ??objectif de lâ??attaque.

Lâ??armÃ©e fait remarquer que les dÃ©couvertes Â« indiquaient que, parmi les pertes, il y avait trois agents militaires des organisations terroristes du Hamas et du Jihad islamique palestinien, qui Ã©taient membres de la famille Ziyad, ainsi que lâ??agent supÃ©rieur de lâ??armÃ©e mentionnÃ© plus haut, Mohammed Maqadma Â».

Lâ??armÃ©e israÃ©lienne nâ??a pas nommÃ© les trois Â« agents militaires Â», mais on peut dÃ©duire quâ??elle voulait parler des trois frÃ¨res dâ??Ismail : Jamil, 52 ans, Yousef, 44 ans, et Omar, 31 ans. Les personnes qui ont transmis lâ??ordre, et le dispositif de lâ??enquÃªte, ont pensÃ© que ces quatre morts (auxquels sâ??ajoute Maqadma) justifiaient la mort des deux femmes et de lâ??enfant et passaient lâ??Ã©preuve de proportionnalitÃ© et de nÃ©cessitÃ©. Mais quelle preuve y a-t-il que les trois frÃ¨res dâ??Ismail Ã©taient rÃ©ellement des agents militaires ? Dâ??aprÃ¨s le procÃ¨s, seul Omar Ã©tait membre du Hamas, mais sans activitÃ©.

La dÃ©cision du MAG nâ??est Ã©tayÃ©e par aucune preuve ni aucune Ã©laboration des arguments concernant la proportionnalitÃ© et le devoir dâ??avertir les civils, dit Zegveld, ajoutant que la charge de la preuve rÃ©side dans lâ??armÃ©e. Et la dÃ©cision comme quoi la maison servait de centre de commandement et de contrÃ´le nâ??est elle non plus Ã©tayÃ©e par aucun fait ; un appel tÃ©lÃ©phonique nâ??en fait pas un centre de commandement, Ã©crit-elle.

La famille Ziada a construit cette maison de trois Ã©tages en 2003, en remplacement dâ??une cabane amiantÃ©e. Câ??Ã©tait le rÃªve de la mÃ¨re. Avant le raid aÃ©rien, elle abritait la mÃ¨re et cinq de ses fils, leurs femmes et leurs enfants â?? en tout 25 personnes. Inquiet, Ismail tenait quotidiennement des conversations par Skype avec ses frÃ¨res, qui lui racontaient que lâ??armÃ©e tirait vers les habitations de Bureij. Le matin du raid aÃ©rien, la mÃ¨re a exhortÃ© la famille a quitter le camp, qui est prÃ¨s de la frontiÃ¨re, et dâ??aller quelques kilomÃ¨tres Ã lâ??ouest chez des parents dans des endroits qui semblaient plus sÃ»rs. Câ??est pourquoi seuls six membres de la famille Ã©taient prÃ©sents quand lâ??attaque a Ã©tÃ© lancÃ©e.

Dans leur requÃªte pour rejeter la plainte, Gantz et Eshel disent, entre autres choses, que Ziada nâ??a jamais prÃ©sentÃ© sa plainte Ã un tribunal israÃ©lien, et que son argument comme quoi les tribunaux ne sont pas accessibles est purement thÃ©orique. Selon la loi israÃ©lienne, Ã©crivent-ils, les porteurs de charge officiels sont Ã lâ??abri des poursuites sauf si lâ??acte est Â« sciemment commis dans lâ??intention de faire du tort ou est dÃ» au manque dâ??attention devant la possibilitÃ© de causer les dits torts Â».

Et Gantz et Eshel rejettent la plainte qui dit quâ??ils ont commis des crimes de guerre.

Â« Leur rÃ©ponse est Ã mille lieues de notre position Â», a dit Zegfeld Ã Haaretz. Â« Ils dÃ©crivent en dÃ©tail un systÃ¨me judiciaire dans lequel il y aura toujours une ouverture pour que les Palestiniens puissent prÃ©senter leur cas. Mais cet accÃ¨s nâ??est possible que si on passe sous silence la nature globalement discriminatoire du systÃ¨me. Tous leurs exemples et leur analyse traitent du respect de la loi plutÃ´t que de lâ??action militaire et sâ??intÃ©ressent principalement Ã la Cisjordanie et non pas Ã Gaza. Â»

Le ministÃ¨re de la Justice a dit Ã Haaretz que, conformÃ©ment Ã la procÃ©dure mise en place par la rÃ©solution du gouvernement, lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l finance la reprÃ©sentation juridique des porteurs de charge

et des fonctionnaires, y compris les retraitÃ©s, quand ils sont poursuivis dans des pays Ã©trangers pour des actes commis alors quâ??ils sont en activitÃ©.

Â« Le comitÃ© interministÃ©riel pour la dÃ©fense juridique, qui travaille conformÃ©ment Ã cette procÃ©dure, a approuvÃ© le financement par lâ??Ã?tat de la reprÃ©sentation de Mr. Gantz et de Mr. Eshel dans la plainte au civil dÃ©posÃ©e contre eux aux Pays Bas pour des actions dont on dit quâ??ils les ont commises dans le cadre de leur activitÃ© professionnelle Â», a-t-il dÃ©clarÃ©.

> A lire aussi : *Un nonagÃ©naire hollandais renvoie sa mÃ©daille de Juste parmi les Nations aprÃ¨s que six personnes de sa famille aient Ã©tÃ© tuÃ©es Ã Gaza*, par Amira Hass, Haaretz, 15 aoÃ»t 2014.

Traduction : J. Ch. pour lâ??AURDIP et pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : Aurdip

date crÃ©Ã©e
2019/02/06